

MARCHE PUBLIC DE SERVICES D'ASSURANCES Lots n° 1 & 2

PHASE "CANDIDATURES"



CCI HAUTS-DE-FRANCE

Marché public alloti passé selon une procédure avec négociation en application des articles L2124-3, R2124-3, R2161-12 à R2161-20, L2113-10 et R2113-1 du Code de la Commande Publique

REGLEMENT DE CONSULTATION – PHASE CANDIDATURE

Acheteur et coordonnateur

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION HAUTS DE FRANCE
299, boulevard de
Leeds CS 90028
59031 LILLE Cedex

Référence du marché :

CCIR-DRJ-2025-21

Date et heure limites de réception des candidatures :

12 mai 2025 à 12 H 00

Sommaire

PREAMBULE	3
ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION ET DECOMPOSITION LES LOTS	5
ARTICLE 2 – CONDITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION	5
ARTICLE 3 - VARIANTES DES CANDIDATS	10
ARTICLE 4 – VARIANTES IMPOSEES -PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	10
ARTICLE 5 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION – PHASE 1 "APPEL A CANDIDATURES"	10
ARTICLE 6 – DOCUMENTS A PRODUIRE QUANT AUX QUALITES ET CAPACITES DU CANDIDAT	11
ARTICLE 7 – ANALYSE DES CANDIDATURES	14
ARTICLE 8 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES	15
ARTICLE 9 – NOTIFICATION DES RESULTATS DE LA PHASE 1 "CANDIDATURES" ET SUITE DE LA PROCEDURE DE LA PHASE 2 "OFFRES"	16
ARTICLE 10 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	17
ARTICLE 11 – PREVENTION DES CONFLITS D'INTERETS – INGERENCE	17
ARTICLE 12 – VOIES DE RECOURS	18
ANNEXE 1 AU RC : LISTE INDICAVITE DES STRUCTURES EXTERNES AU 1^{er} JANVIER 2025	19

PREAMBULE

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION HAUTS DE FRANCE
299, boulevard de Leeds - CS 90028
59031 LILLE Cedex

- 1) LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION HAUTS DE FRANCE ET LES STRUCTURES : ASSOCIATION WTC, ASSOCIATION LES PLACES TERTIAIRES, ASSOCIATION PORTS HAUT DE FRANCE(NORDLINK PORTS)
- 2) LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE LOCALE GRAND LILLE AINSI QUE LES STRUCTURES : SCI CENTRE TERTIAIRE FLANDRE INTERIEURE(CTFI)
- 3) LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE LOCALE GRAND HAINAUT AINSI QUE LES STRUCTURES : SCI POLECO, SM DS NORD, LA SAS ATTRACTIVE VALENCIENNES ET LA SAS ATTRACTIVE MAUBEUGE.
- 4) LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE LOCALE D'ARTOIS AINSI QUE LES STRUCTURES : LA SARL ARTOIS INVESTISSEMENT ET LE GROUPEMENT DES UNIONS COMMERCIALES DE L'ARTOIS AINSI QUE LA SCI IMMARTOIS
- 5) LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE LOCALE LITTORAL HAUTS DE FRANCE, CREIMMO (SAS), LES SCI CREIMMO 2 ET CREIMMO BAT, SCI LITTORAL HAUTS DE FRANCE, LA SCI DU MARAIS, VISEO EMPLOI FORMATION.
- 6) LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE LOCALE DE L' AISNE
- 7) LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE LOCALE AMIENS-PICARDIE HAUTS-DE-FRANCE
- 8) LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE LOCALE DE L'OISE ET SCI ISARIENNE IMMOBILIER D'ENTREPRISE
- 9) L'ASSOCIATION RUBIKA

Le Groupement de commandes coordonné par la CCIR Hauts de France (C.C.I.R.H.D.F) renouvelle son marché d'assurances de Responsabilité civile pour l'ensemble des structures susmentionnées et d'Automobile (engins Ports de Lille).

La présente consultation est dévolue en application des dispositions de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 relative à la partie législative et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif à la partie réglementaire du code de la commande publique (CCP) en vigueur depuis le 1^{er} avril 2019.

Le coordonnateur est la CCI région Hauts-de-France. Elle est chargée de procéder, dans le respect des règles prévues au Code de la Commande Publique, à la préparation, la passation, la signature, la notification et à l'exécution du présent contrat, à l'exception du règlement des factures et la gestion des demandes d'intervention courantes qui pourraient soit être assurées par chacun des membres directement avec le ou les attributaires selon les modalités convenues au contrat, soit, dans certains cas, être assurée par le coordonnateur pour le compte des membres.

Le représentant légal du coordonnateur est Monsieur le Président de la CCIR HAUTS DE FRANCE. Le siège de la CCI DE REGION HAUTS DE FRANCE est à l'adresse suivante :

299, boulevard de Leeds CS 90028
59031 LILLE Cedex

Le groupement est notamment composé de l'ensemble des CCI Hauts de France (siège de la C.C.I.R.H.D.F + CCI locales : Grand Lille, Grand Hainaut, Artois, Littoral Hauts de France, Amiens Picardie Hauts-de-France, Aisne, Oise) et de leurs structures gérées.

D'autres membres du groupement sont identifiés à l'annexe 1 du présent règlement de consultation.

Le marché se concrétisera par la signature, sa notification au titulaire et la mise en place des contrats d'assurances distincts par chacun des membres du groupement.

A cet effet, chaque membre sera chargé de l'exécution de la part du marché lui incombant et notamment du paiement de ses cotisations et de la gestion de ses sinistres.

Le groupement est constitué en application des articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande publique (CCP).

Il est précisé que la présente consultation porte sur la passation des lots 1 & 2 tels que fixés à l'article 1 du présent règlement de la consultation.

Article 1 - OBJET DE LA CONSULTATION ET DECOMPOSITION DES LOTS

La présente consultation est dévolue en application du code de la commande publique en vigueur au 1^{er} avril 2019.

La présente consultation porte sur la **souscription des contrats d'assurances pour les besoins du groupement de commandes détaillé en préambule et représenté par la CCI DE REGION HAUTS DE FRANCE.**

Compte tenu de la nature et de l'homogénéité des risques à assurer, ce marché se compose de 2 lots techniques, à savoir :

- **Lot n° 1 : Assurances de Responsabilité civile et des risques annexes (Y compris RC du Trésorier, Indemnités Contractuelles, RC des Dirigeants, Protection juridique et RC Environnement)**
Codes CPV : 66516000-0, 66516500-5, 66512000-2 et 66513100-0
- **Lot n° 2 : Assurances Automobiles - Code CPV : 66514110**

Les candidats peuvent répondre à un ou plusieurs lots.

Les candidats doivent indiquer les lots pour lesquels ils soumissionnent.

Article 2 – CONDITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION

2.1 – L'ACHETEUR PUBLIC (le coordonnateur)

L'acheteur et coordonnateur du groupement de commandes est la CCI DE REGION HAUTS DE FRANCE dont le siège est sis :

299, boulevard de Leeds CS 90028
59031 LILLE Cedex

La personne responsable du marché, est :

MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA CCI DE REGION HAUTS DE FRANCE

Le responsable des paiements est le comptable public, auquel doivent être signifiées toutes oppositions éventuelles.

Le candidat qui sera désigné attributaire du présent marché par l'acheteur du marché, sera dénommé "le titulaire".

2.2 – PROCEDURE ET FORME DU MARCHE

Le présent marché alloti est passé selon une procédure avec négociation, en application des articles L2124-3, R2124-3, R2161-12 à R2161-20, L2113-10 et R2113-1 du code de la commande publique (C.C.P.).

Conformément aux points 1° et 4° de l'article R2124-3 du C.C.P., le recours à cette procédure est justifié par le fait que le besoin ne peut être satisfait sans adapter des solutions immédiatement disponibles et que le marché ne peut être attribué sans négociation préalable du fait de circonstances particulières liées à sa nature, à sa complexité, au montage juridique et financier et en raison des risques qui s'y rattachent.

En effet, la spécificité du besoin du Pouvoir Adjudicateur ne peut pas être satisfaite par la souscription de contrats d'assurances standardisés.

L'hétérogénéité des activités exercées par le Pouvoir Adjudicateur (activités consulaires, tertiaires, formation professionnelle, exploitation portuaire,...), la diversité de son patrimoine (hôtels consulaires, entrepôts, écoles, pépinières d'entreprise, monuments historiques, infrastructure portuaire,...), la spécificité des garanties demandées imposent aux candidats d'adapter leurs garanties et franchises standard afin de proposer au Pouvoir Adjudicateur des contrats sur mesure couvrant parfaitement les risques identifiés dans le marché.

Cette procédure se décompose en deux phases distinctes :

1 – La **1^{ère} phase** : l'appel à candidatures qui a pour objet d'arrêter une liste de candidats par lot admis à présenter une offre lors de la seconde phase, au regard des prescriptions de l'article 7.1 du présent RC.

Dans le cadre de cette procédure, le pouvoir adjudicateur ne se limite pas à un nombre maximum de candidatures admises à la seconde phase.

2 – La **2^{nde} phase** : la consultation qui a pour objet de retenir une offre par lot.

Les candidats sélectionnés, lors de la phase 1, sont destinataires d'une lettre de consultation précisant les conditions d'accès aux documents de la consultation qui seront mis à leur disposition directement par voie électronique (téléchargeables gratuitement sur la Plateforme www.marches-publics.gouv.fr), et sur la base desquels ils seront invités à remettre une offre qui devra être transmise avant les date et heure limites indiquées sur la lettre précitée.

Les prestataires retenus pour la phase offre, devront fournir un mémoire technique ainsi qu'un acte d'engagement et établir des contrats d'assurances sur mesure, et ce ; afin de s'adapter aux activités atypiques des CCI et entités du marché (secteurs portuaires, formation professionnelle, patrimoine varié...).

Le présent règlement de consultation porte sur la 1^{ère} phase de la consultation.

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur, peut, conformément à l'article R 2185-1 du code de la commande publique, décider à tout moment de déclarer sans suite la procédure pour des motifs d'intérêt général.

2.3 - Référence à la nomenclature CPV :

Les classifications principale et complémentaire conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Lot n°	Désignation	Code CPV Classifications principale et complémentaires
0	CPV PRINCIPAL (tous lots confondus)	66510000-8 - Services d'assurance
1	Responsabilité civile et des risques annexes (y compris RC Trésorier "Individuelle Accidents" + "RC Dirigeants" + Protection juridique + RC Environnement)	66516000-0 - Services d'assurance responsabilité civile 66516500-5 Services d'assurance de responsabilité professionnelle 66512000-2 - Services d'assurances accidents et maladie 66513100-0 - Services d'assurance défense et recours
2	Automobiles et des risques annexes	66514110-0- Services d'assurance de véhicules à moteur

2.4 - Allotissement

Le marché se compose de 2 lots techniques :

Lot n° 1 : Assurances de Responsabilité civile et risques annexes (y compris "Individuelle Accidents" + "RC Dirigeants" + "RC Trésorier" "Protection juridique" + "RC Environnement")

Lot n° 2 : Assurances Automobiles et des risques annexes

2.5 - Montant du marché

Le marché (chacun des lots) est conclu sur la base d'une prime annuelle comprenant l'ensemble des frais nécessaires à la réalisation de la prestation, toutes les taxes, charges et frais compris, et d'une manière générale toutes les dépenses nécessaires à l'exécution du présent marché.

Les modalités de mise en œuvre de cette prime seront précisées lors de la passation de la phase 2 « Offre ».

2.6 - Durée du marché

Pour chacun des lots, le contrat est conclu pour une durée ferme de **TROIS ANS** à compter de sa prise d'effet fixée au 1^{er} janvier 2026.

Le terme définitif du marché est par conséquent fixé au 31 décembre 2028 à minuit.

Les contrats sont résiliables chaque année par chacune des parties moyennant un préavis de 6 mois avant le 1^{er} janvier - 0 heure.

2.7 - Date d'effet des contrats

1er janvier 2026 à 0 heure, sauf effets différés mentionnés dans les C.C.T.P.

2.8 - Planning prévisionnel de la procédure

- Envoi de la phase offre : juillet 2025
- Réception des offres : septembre 2025
- Phase de Négociation : septembre 2025
- Notification : Novembre 2025

Ce planning est donné à titre purement indicatif et peut faire l'objet de modifications par le pouvoir adjudicateur, sans que les candidats ne puissent élever une quelconque réclamation à ce titre.

2.9 - Décomposition en tranches

La présente consultation ne fait pas l'objet d'une décomposition en tranches au sens des articles R. 2191-13 et R. 2191-14 du C.C.P.

2.10 - Intervenants

A. Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les prestations sont exécutées.

La CCI de région HAUTS-DE-FRANCE et les CCI locales Grand Lille, Grand Hainaut, Artois,

Littoral Hauts de France, Amiens Picardie Hauts-de-France, Aisne et Oise, les SCI et d'autres structures existantes (dont la liste est jointe en annexe 1 du présent règlement de consultation), se sont constitués en groupement de commandes. Ce groupement conduit à une procédure unique de consultation pour retenir un titulaire par lot.

Ce groupement et la procédure sont soumis aux dispositions du code de la commande publique.

Il est précisé que cette procédure se traduira par la signature d'un seul marché par le coordonnateur avec émission de contrats séparés, mais que chaque membre du groupement restera responsable de l'exécution de sa part de marché (ou de ses contrats d'assurances), à savoir non seulement le paiement des primes mais également tout ce qui concerne la gestion des contrats et l'instruction des sinistres.

B. Titulaire

Lors de la 2^{ème} phase « offre », le Titulaire du marché indiquera dans sa proposition, les profils, qualifications requises et coordonnées de la personne pressentie pour suivre la réalisation des prestations. Cette personne (interlocuteur privilégié) sera capable de superviser et de coordonner l'ensemble des missions de réalisation et d'assurer avec la C.C.I. le suivi administratif et financier du marché.

Conformément à l'article 3.4.2 du C.C.A.G.-FCS, le Titulaire du marché communique à la C.C.I. toutes les modifications portant sur sa situation juridique, économique et fonctionnelle. A ce titre, il communique en cas de changement à la C.C.I. le nom, le titre et les nouvelles coordonnées de son interlocuteur privilégié en charge des relations avec les représentants du pouvoir adjudicateur.

2.11 - Financement

Les prestations seront financées sur les crédits propres de chaque entité membre du groupement.

Elle se libère des sommes dues au titre du présent marché selon les règles de la comptabilité publique sur le compte prévu dans le R.I.B. remis par le Titulaire et présenté à l'acte d'engagement.

Le délai maximum de paiement est de 30 jours après réception des factures correspondants aux demandes de paiement et à la demande de paiement final.

Le non-respect de ce délai entraîne de plein droit le versement au titulaire d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

2.12 - Sous-traitance, cotraitance et forme juridique de l'attributaire

La prestation est réservée à une profession particulière conformément au Code des assurances et au code de la mutualité.

Sous-traitance :

La sous-traitance est autorisée conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 du C.C.P.

Cotraitance :

La cotraitance est autorisée.

Le candidat peut se présenter seul ou sous la forme d'un groupement (conjoint ou solidaire).

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs propositions en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Un même opérateur économique ne peut donc pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Par conséquent, les opérateurs économiques (compagnies, courtiers, agents d'assurances, mandataires) ne sont autorisés à présenter qu'une seule candidature par lot, sous peine de rejet de l'ensemble des candidatures déposées.

L'attention des candidats doit être également attirée sur le fait que :

- **L'entreprise d'assurance peut se présenter seule ou seule par le biais d'un intermédiaire d'assurance.**

Dans ce dernier cas, l'intermédiaire d'assurance agit en tant que mandataire de la compagnie et complète la lettre de candidature ou un document équivalent avec les coordonnées de l'assureur.

L'intermédiaire indique ses coordonnées en précisant que l'assureur lui a donné mandat pour agir en son nom et pour son compte. Il doit également fournir les documents exigés pour la candidature, pour la société représentée et pour lui-même.

- **L'entreprise d'assurance peut se présenter en groupement avec un intermédiaire d'assurance.**

Dans ce cas, la lettre de candidature ou un document équivalent est complété pour compte commun par le mandataire du groupement, les autres justificatifs devant être fournis par chaque membre du groupement.

Les pièces à produire au titre de la candidature sont listées à l'article 6 du présent règlement de consultation.

- **Un assureur ne peut pas se faire représenter par plusieurs intermédiaires.**
- **Un intermédiaire d'assurance, agent ou courtier, doit obligatoirement présenter une entreprise d'assurance et joindre à sa candidature le mandat de la compagnie. Il peut également représenter plusieurs assureurs dans le cadre d'une même offre .**

2.13 - Rédaction des propositions

Les propositions des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

De même, tous les certificats, attestations ou déclarations doivent être rédigés en langue française. Les certificats ou attestations rédigés en langue étrangère ne seront recevables que s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (soit auprès des tribunaux français, soit auprès des tribunaux du pays candidat), et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Le candidat aura soin de présenter son offre dans l'unité monétaire EURO (€).

Article 3 : VARIANTES DES CANDIDATS

(Article R2151-8 du CCP)

Article 4 - VARIANTES IMPOSEES / PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

(Article R2151-9 du CCP)

Sans objet au stade de la candidature.

Article 5 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**5.1 Contenu du dossier de consultation – Phase 1 « Appel à candidatures »**

Le dossier de consultation des entreprises (D.C.E.) de la phase 1 "Appel à candidatures" comprend :

- ❖ Le présent règlement de consultation et son annexe : La liste des structures externes – membres du groupement de commandes,
 - Ainsi que le Cadre de réponse de la phase candidature qui est à remettre par les candidats lors du dépôt de leurs candidatures,
- ❖ Les formulaires DC1, DC2 et DC4 à utiliser.
- ❖ Le cahier des clauses techniques particulières des lots 1 et 2 et ses annexes

Un exemplaire du dossier de consultation est téléchargeable sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur (www.marches-publics.gouv.fr).

Il ne sera adressé aucun D.C.E. en format papier par courrier.

5.2 Modifications des éléments du Dossier de consultation à l'initiative du candidat interdite

Le candidat n'est pas autorisé à modifier les pièces du marché. A défaut, sa candidature sera jugée irrégulière.

A noter que le candidat ne pourra se prévaloir d'erreur ou d'omission du maître d'ouvrage après la remise de sa candidature. Le candidat a la possibilité d'obtenir des renseignements complémentaires sur le dossier de consultation lors de la phase consultative dans les conditions fixées à l'article 9 du présent document.

5.3 Modifications de détail apportées au dossier de consultation

La C.C.I. se réserve le droit d'apporter, au plus tard **6 jours calendaires** avant la date limite fixée pour la remise des candidatures des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base d'un dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si une modification substantielle devait intervenir, une prolongation du délai de remise des candidatures serait faite par un avis d'appel public à la concurrence rectificatif. Les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

5.4 Echanges pendant la consultation

L'ensemble des échanges éventuels effectués pendant la consultation se feront en priorité sur la Plateforme des Achats de l'Etat.

A cet effet, il convient de bien renseigner dans le dossier de candidature l'adresse mail de la personne référente au sein de l'entreprise qui peut être contactée par la C.C.I. de région Hauts-de France.

Il convient également de bien vérifier que les mails envoyés par la C.C.I. de région Hauts de France via la plateforme de dématérialisation des marchés publics ne soient pas réceptionnés dans vos "spams" ou dans vos "courriers indésirables".

Article 6 – DOCUMENTS A FOURNIR QUANT AUX QUALITES ET CAPACITES DU CANDIDAT

Les candidats devront respecter les prescriptions de l'article 2.12 du présent de consultation sous peine de voir leur candidature rejetée.

Pour apprécier la situation propre des opérateurs économiques, leurs capacités économiques et financières, ainsi que leurs capacités techniques et professionnelles, les candidats apportent dans leur candidature les éléments ci-après mentionnées :

1) La lettre de candidature (DC1)

Document joint au dossier mais également disponible à l'adresse :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclaration-candidat>

Comprenant notamment une **déclaration sur l'honneur** du candidat attestant qu'il peut candidater à un marché public et qu'il n'entre pas dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique (*rubrique F1 du DC1*).

Le candidat pourra également fournir l'intégralité des renseignements et déclarations demandés sur papier libre. Dans ce cadre le candidat devra fournir une déclaration sur l'honneur visée à l'article R2143-3 du code de la commande publique.

Le candidat devra mentionner les coordonnées de ou des interlocuteur(s) dédié(s) au marché (prénom, nom, mél et téléphone), et ce afin de faciliter les différentes correspondances pendant la durée de la procédure.

2) La Déclaration du candidat (DC2)

Document joint au dossier mais également disponible à l'adresse :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclaration-candidat>

Le candidat pourra également fournir l'intégralité des renseignements et déclarations demandés sur papier libre

Le candidat devra y faire figurer et fournir en complément les éléments suivants*

2.1. Capacité financière

- ✚ Le **chiffre d'affaires global** de l'entreprise sur les 3 dernières années (2022, 2023, 2024) (rubrique F1 du DC2)
- ✚ Le **chiffre d'affaires du domaine d'activité** faisant l'objet du marché public (= part en montant ou en pourcentage correspondant aux contrats d'assurance en lien avec le lot concerné par la réponse), réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles (2022, 2023 et 2024) (rubrique F1 du DC2)

Si le candidat n'est pas en mesure de présenter une telle déclaration sur la période demandée en raison d'une création récente, il pourra, à défaut, prouver sa capacité financière par tout document équivalent, déclaration appropriée de banque par exemple.

Si le candidat est en redressement judiciaire, ce dernier fourni la copie du (ou des) jugement(s) prononçant son placement dans cette situation ainsi qu'il est habilité à poursuivre ses activités pendant la durée contractuelle telle que fixée à l'article 2.6 du présent règlement.

2.2 Capacité technique et professionnelle

- ✚ **Liste de 3 prestations similaires** à l'objet du marché exécutées au cours des 3 dernières années (rubrique G1 du DC2) (2022, 2023 et 2024) indiquant le montant, la date et la durée du contrat, le nom du bénéficiaire public ou privé et la typologie des risques couverts. Etant précisé que les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

Le candidat se devra de démontrer l'adéquation des références proposées par rapport aux spécificités du marché.

Si le candidat n'est pas en mesure de présenter une liste de références sur la période demandée en raison d'une création récente, il pourra, à défaut, prouver sa capacité professionnelle par tout document équivalent, certificats de qualification professionnelle, indication de l'expérience professionnelle du personnel de l'entreprise par exemple)

- ✚ **Effectifs** de la structure (rubrique G1 du DC2) :

Déclaration indiquant les effectifs **moyens annuels du candidat** et **l'importance du personnel d'encadrement** pendant les 3 dernières années (2022, 2023 et 2024), pour la réalisation de marchés de même nature.

- ✚ **Déclaration indiquant les moyens techniques** dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature (moyens techniques : réseau, site intranet, gestion des contrats, ...).
- ✚ **Une copie de l'agrément administratif dont l'assureur doit être titulaire pour exercer son activité**, en application de l'article L 321.1 du Code des Assurances ou une attestation de l'ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution), ou équivalent pour la branche d'assurance concernée par le lot.

Pour l'assureur : attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle en cours de validité détaillant les garanties, les franchises et les montants.

✚ **Pour les intermédiaires (courtiers, agents d'assurances,...) : documents professionnels faisant référence aux obligations suivantes :**

- attestation de garantie financière d'une société d'assurances ou d'une banque (au moins égale à 115.000 euros)
- attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle en cours de validité détaillant les garanties, les franchises et les montants.
- attestation d'inscription à l'ORIAS
- copie du mandat établi par l'assureur (ou porteur de risque) confirmant l'exclusivité délivrée à l'intermédiaire pour agir pour son compte.

3) Le candidat fournira également les documents relatifs au pouvoir de la personne habilitée pour engager la société (pouvoir du délégant et du délégataire).

- ❖ Si le candidat décide de ne pas fournir des documents qu'il a déjà fournis lors d'une précédente consultation et qui restent valables, il indique, si ces documents ne sont pas déposés dans son coffre-fort électronique, dans quelle consultation (objet et, si possible, numéro de la consultation) il les a déjà fournis. A défaut, ces documents ne sont pas pris en compte.
- ❖ **Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature (groupement, sous-traitant), il devra produire, pour chacun de ses opérateurs, les mêmes documents qui sont exigés du candidat pour justifier de sa situation propre et de ses capacités professionnelles, techniques et financières (cf. point 2 ci-dessus).**
- ❖ **Par contre, en cas de groupement, un seul exemplaire du formulaire DC1 commun à tous ses membres devra être remis. Il présentera chaque membre constituant le groupement et habilitant l'entreprise mandataire à présenter le dossier.**
- ❖ **Il est rappelé que conformément à la circulaire du 24 décembre 2007 relative à la passation des marchés publics d'assurances, un intermédiaire d'assurance doit nécessairement présenter et déclarer une entreprise d'assurance.**
- ❖ La transmission des éléments mentionnés au point 3 n'est pas obligatoire à ce stade mais est fortement souhaitée.

*** Les candidats devront impérativement compléter le cadre de répondre joint au DCE afin de présenter leur candidature. Les candidats pourront transmettre des informations complémentaires dans une annexe libre.**

6.2 - Candidature DUME (Document Unique de Marché Européen)

Conformément à l'article R 2143-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un D.U.M.E. (Document Unique de Marché Européen) y compris D.U.M.E. électronique.

Le D.U.M.E. est une déclaration sur l'honneur de la compétence, de la situation financière et de la capacité d'une entreprise à candidater à un marché européen permettant ainsi au candidat de :

- ❖ déclarer sur l'honneur qu'il peut candidater à un marché public ;
- ❖ d'indiquer qu'il n'entre pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner ;
- ❖ d'indiquer qu'il remplit les critères de sélection des candidatures fixés par le l'acheteur.

Il s'agit d'un document électronique adaptable à la procédure et permettant le pré-remplissage par des données existantes sur la base du numéro SIRET du candidat (reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux) ; reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global).

Pour produire leur réponse, les candidats peuvent choisir de bénéficier des fonctionnalités offertes par le service D.U.M.E. ou opter pour le dispositif "standard" en utilisant la « lettre de candidature » et la « déclaration du candidat » jointes dans le dossier de consultation ou des documents équivalents.

Dans le cas d'un dépôt de candidature avec un D.U.M.E., y compris un D.U.M.E. électronique, le candidat ne peut pas se limiter à indiquer qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises, il doit fournir l'ensemble des justificatifs exigés pour la présentation des candidatures.

La signature du D.U.M.E. ou de la lettre de candidature au moyen d'un certificat de signature électronique par les candidats n'est pas requise.

Article 7 - ANALYSE DES CANDIDATURES

7.1 - Examen des candidatures

La sélection des candidatures se fera en application des articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la commande publique.

Les candidatures reçues seront examinées de manière globale* en tenant compte des garanties et capacités professionnelles, techniques, économiques et financières liées à l'objet du marché et présentées par le candidat en application de l'article 6 du présent règlement de consultation.

A ce titre, pour chaque lot les candidatures seront analysées en fonction des critères de sélection définis comme suit :

Critères de sélection des candidatures, avec pondération	
Capacité économique et financière du candidat : <i>adéquation des moyens financiers au regard de l'opération et analysée au prorata du chiffre d'affaires global et du chiffre d'affaires spécifique au domaine d'activité du marché, sur les trois dernières années (calcul inversement proportionnel).</i>	20 points
Capacité technique et professionnelle du candidat, appréciée au regard : <ul style="list-style-type: none"> - <i>Pertinence et adéquation des moyens humains et matériels dont dispose le candidat pour réaliser des prestations de même nature (20 points)</i> - <i>Pertinence et adéquation des références présentées au regard des spécificités du besoin (60 points)</i> 	80 points

Si, à l'examen de la candidature, l'acheteur constate que des pièces listées à l'article 6 du présent règlement, et à fournir par le candidat, sont absentes ou incomplètes, il pourra demander la production de ces pièces en application de l'article R2144-2 du Code de la Commande Publique.

La CCI éliminera les candidats qui n'ont pas qualité pour présenter une offre ou dont les capacités et/ou garanties sont jugées insuffisantes.

Ne seront pas admises :

- les candidatures incomplètes, le cas échéant après demande de régularisation si l'acheteur le décide,
- les candidatures qui ne sont pas recevables (article R 2144-1 du Code de la commande publique),
- les candidatures qui ne présentent pas les exigences légales et réglementaires (agrément – ORIAS - attestation ACPR).

Les candidats qui ne disposeraient manifestement pas des capacités suffisantes pour exécuter le marché ou qui ne justifieraient pas des différentes aptitudes et exigences pour exercer l'activité (cf. article 6 du présent document), verront leurs candidatures rejetées selon les modalités précisées à l'article 9 du présent document.

() L'appréciation des capacités professionnelles, techniques, économiques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque membre possède la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché. Néanmoins, dans ce cas, chaque membre constituant le groupement devra avoir fourni le formulaire DC2 (ou équivalent), ainsi que l'ensemble des documents et renseignements demandés à l'article 6 du présent règlement.*

7.2 - Classement sans suite

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

Article 8 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES

8.1 - Réponse par voie électronique

Conformément aux dispositions de l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique, les réponses des candidats doivent être **impérativement** remises par voie électronique selon les modalités définies en annexe 1, au plus tard à la date et heure limites annoncées dans l'avis d'appel public à la concurrence et en page 1 du présent document, à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

** La signature à l'aide d'un certificat électronique n'est pas obligatoire dès la remise des plis.*

De plus, les candidats sont informés que le seul dépôt de leur proposition vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui sera attribué.

8.2 - Copie de sauvegarde

Le candidat peut effectuer « à titre de copie de sauvegarde » une transmission de ses documents sur support physique électronique (CD-ROM, clef USB, DVDROM...) ou sur support papier, avant la date et l'heure limite de remise des candidatures.

Cette copie de sauvegarde est envoyée sous pli scellé à l'adresse ci-après indiquée et dans les conditions exposées à l'article 8.1.

CCI de région HAUTS-DE-France
Direction des achats
299 BOULEVARD DE LEEDS - CS 90028
59031 LILLE CEDEX

Ce pli comporte la mention :

**« Candidature pour :
« PHASE 1 : Appel à candidatures - MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES
D'ASSURANCES »
« Lot n°... »
« Copie de sauvegarde – Ne pas ouvrir »
ainsi que le nom du candidat.**

La mention « Copie de sauvegarde » sur le pli est OBLIGATOIRE.

La copie de sauvegarde sera ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme information malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance sera conservée.
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si la copie de sauvegarde est sur un support électronique et qu'un programme malveillant est détecté, la candidature et l'offre seront rejetées.

Article 9 - NOTIFICATION DES RESULTATS DE LA PHASE 1 « CANDIDATURE » ET SUITE DE LA PROCEDURE (PHASE 2 « OFFRES »)

9.1 - Modalités de rejet et d'attribution des candidatures

A l'issue de la 1^{ère} phase relative à la candidature :

Les candidats non sélectionnés seront avisés du rejet de leur candidature par l'intermédiaire de la Plateforme : www.marches-publics.gouv.fr.

Les candidats sélectionnés seront également avisés de l'acceptation de leur candidature par ce biais.

9.2 - Lancement de la 2^{nde} phase de la procédure (« Phase offres »)

Pour rappel (cf. article 2.1 du présent règlement), la 2^{nde} phase de la consultation aura pour objet de retenir une offre. Les candidats sélectionnés, lors de la phase 1, sont destinataires d'une lettre de consultation précisant les conditions d'accès aux documents de la consultation qui seront mis à leur disposition directement par voie électronique (téléchargeables gratuitement sur la Plateforme www.marches-publics.gouv.fr, et sur la base desquels ils seront invités à remettre une offre qui devra être transmise avant les date et heure limites indiquées sur la lettre précitée.

Les critères de sélection de l'offre économique la plus avantageuse applicables à chaque lot seront les suivants :

1. Nature et étendue des garanties, capitaux et franchises par rapport aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)	30 points
2. Qualité du service proposé dans le suivi des prestations	5 points
3. Performance en matière de protection de l'environnement	5 points
4. Tarification/prix	60 points

GRILLE DE NOTATION

1. Nature et étendue des garanties, capitaux et franchises par rapport aux prescriptions du CCTP :

CE CRITERE EST NOTE SUR 30 POINTS

- Offre ne comportant <u>aucune réserve</u> réduisant les garanties du CCTP =	30 points
- Offre comportant <u>une réserve</u> réduisant les garanties du CCTP =	25 points
- Offre comportant <u>deux réserves</u> réduisant les garanties du CCTP =	20 points
- Offre comportant <u>trois réserves</u> réduisant les garanties du CCTP =	15 points
- Offre comportant <u>quatre réserves</u> réduisant les garanties du CCTP =	10 points
- Offre comportant <u>cinq réserves</u> réduisant les garanties du CCTP =	5 points
- Offre comportant <u>six réserves et plus</u> réduisant les garanties du CCTP =	0 point

2. Qualité de service proposé dans le suivi des prestations :

CE CRITERE EST NOTE SUR 5 POINTS

Au regard des moyens humains et moyens techniques dédiés, tant pour la gestion des contrats d'assurances que pour celle des sinistres, du contenu des bilans de sinistralité, ainsi que ses capacités à la gestion à distance de la vie du contrat, réactivité dans le traitement des dossiers.

NON RENSEIGNE	:	0 point
RENSEIGNE MAIS INSUFFISAMMENT	:	1,5 point
SATISFAISANT	:	3 points
PERTINENT	:	5 points

3. Performance en matière de protection de l'environnement

CE CRITERE EST NOTE SUR 5 POINTS

Engagements du candidat notamment pour la diminution des gaz à effet de serre (télétravail, déplacement, réunion en visio-conférence, ...) dans le cadre de l'exécution des prestations

NON RENSEIGNE	:	0 point
RENSEIGNE MAIS INSUFFISAMMENT	:	1,5 point
SATISFAISANT	:	3 points
PERTINENT	:	5 points

4. Tarification / Prix

CE CRITERE EST NOTE SUR 60 POINTS

Le critère financier tient compte du montant TTC de la prime ou cotisation globale annuelle proposée par le candidat.

À ce titre, il est fait application de la formule suivante :

$$\text{Note} = \frac{\text{Prix le plus bas proposé} \times \text{la pondération } 60}{\text{Prix du candidat}}$$

Est considérée comme "réserve réduisant le champ d'application des garanties" :

- ✓ Toute restriction ou réduction d'application de la couverture demandée
- ✓ Toute réduction du montant des garanties ou des franchises initialement prévues au CCTP (une tolérance de 10% est toutefois acceptée)
- ✓ Toute réserve restrictive concernant le domaine d'activité ou l'environnement de l'exercice des activités de l'acheteur ou concernant la matérialité ou la nature des biens de l'acheteur ou en rapport avec les couvertures d'assurances prévues au CCTP

9.3 - Négociation lors de la 2^{de} phase de la procédure

En application de l'article R2161-17 du C.C.P., la CCI de région se réserve la possibilité d'attribuer le ou les marchés publics sur la base des offres initiales sans négociation

En cas de négociation, la procédure mise en place sera la suivante :

La CCI de région HAUTS-DE-FRANCE engagera des négociations avec l'ensemble des candidats ayant été sélectionné sur le lot correspondant lors de la première phase de la consultation.

Les négociations pourront notamment porter sur l'offre technique du candidat ainsi que sur les conditions de garanties, de franchises et de primes, à l'exclusion des exigences minimales qui seront clairement identifiées dans les documents de la consultation remis au stade de l'offre.

Les modalités de la négociation seront fixées au règlement de consultation remis aux candidat admis à remettre une offre. Les candidats sont informés que lors de la phase « Offre de la procédure », le délai de validité des offres est fixé à 6 mois.

Au terme des négociations, les candidats seront invités à transmettre une nouvelle proposition dans un délai fixé par la CCI et communiqué aux candidats concernés.

Article 10 - Renseignements complémentaires

(Article R2132-6 du CCP)

Les renseignements complémentaires sur cette consultation ne seront obtenus que sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> Voir rubrique : questions / réponses et ils devront être adressés au plus tard 8 jours calendaires avant la date de remise des offres.

Les renseignements complémentaires ne seront communiqués par l'acheteur du marché que six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Article 11 – Prévention des conflits d'intérêts - Ingérence

Les articles 432-12 et 432-17 du Code pénal relatifs à la prise illégale d'intérêt disposent que le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public ou par une personne investie d'un mandat électif public, de prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt de nature à compromettre son impartialité, son indépendance ou son objectivité dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l'acte, en tout ou partie, la charge d'assurer la surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement, est puni de cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 500 000 €, dont le montant peut être porté au double du produit tiré de l'infraction.

Tout Membre Titulaire, Associé, Honoraire ou Conseiller Technique de la CCI de région Hauts

de France y compris élus des CCI locales travaillant dans une commission de la CCIR a l'obligation :

- a) de déclarer l'ensemble des intérêts qu'il détient à titre personnel, directement ou indirectement dans toute forme d'activité économique et sociale, telle que société civile ou commerciale, GIE, activité artisanale ou commerciale, mission de service public, investissement d'un mandat électif public.
- b) de déclarer également les intérêts détenus directement ou indirectement par son conjoint non séparé de corps et ses enfants mineurs non émancipés.

Cette déclaration est remplie sous l'unique et entière responsabilité de son auteur. La CCI de région Hauts de France n'exerce, à cet égard, aucun contrôle portant sur la sincérité des informations qui y figurent.

Il appartient, en cas de doute ou d'ingérence possible, à l'opérateur économique de saisir la Commission de Prévention des Conflits d'intérêt de la CCI de région Hauts de France, par lettre recommandée avec avis de réception avant toute réponse à un marché ou un contrat de toute nature avant de soumissionner. À défaut, l'acheteur a la faculté de saisir la Commission aux fins de lui soumettre la candidature.

Article 12 - Voies de recours

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Lille – 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE Cedex

–

Téléphone : 03 59 54 23 42 – Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- Référé précontractuel (art. L551-1 et suivants du Code de Justice Administrative) : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (la requête en référé devant être introduite avant la conclusion du contrat), devant le juge des référés précontractuels du Tribunal Administratif.
- Recours gracieux : adressé au pouvoir adjudicateur dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.
- Recours indemnitaire : exercé devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la réponse apportée à une demande préalable.
- Recours pour excès de pouvoir (art R421-1 et suivants du Code de Justice Administrative) : dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision attaquée. Une requête en référé-suspension peut être introduite simultanément sur le fondement des articles L521-1 et R522-1 du code de justice administrative. Le recours pour excès de pouvoir contre les actes détachables du contrat n'est plus ouvert aux candidats évincés à compter de la conclusion du contrat.
- Recours de pleine juridiction : pour tout candidat évincé contestant la légalité du marché ou de certaines de ses clauses qui lui en sont divisibles, dans un délai de deux mois à compter de la conclusion du marché. Ce recours peut, le cas échéant, être assorti de demandes indemnitaires. Une requête en référé-suspension peut également être introduite simultanément sur le fondement des articles précités.
- Référé contractuel (art L551-13 et suivants du code de justice administrative) : exercé après la signature du contrat, devant le juge des référés du Tribunal administratif (excepté si le candidat évincé a déjà saisi le juge dans le cadre d'un référé précontractuel ou si le pouvoir adjudicateur a fait paraître un avis d'intention de conclure au JOUE et a respecté un délai de 11 jours entre la publication de cet avis et la conclusion du marché).

ANNEXE 1 AU R.C
LISTE DES STRUCTURES EXTERNES AU 01.01.2025

Cette liste pourra être amenée à évoluer par la suite selon la disparition de structures.

SCI POLECO
SYNDICAT MIXTE DOCKS SEINE NORD EUROPE ESCAUT (SM DS NORD)
SAS ATTRACTIVE VALENCIENNES
SAS ATTRACTIVE MAUBEUGE
ASSOCIATION WTC
SCI DU CENTRE TERTIAIRE DE FLANDRE INTERIEURE
SAS CREIMMO
SCI CREIMMO 2
SCI CREIMMO BAT
SCI LITTORAL HAUTS DE FRANCE
SCI DU MARAIS
ASSOCIATION VISEO EMPLOI FORMATION
SARL ARTOIS INVESTISSEMENT
GROUPEMENT DES UNIONS COMMERCIALES DE L'ARTOIS
SCI IMMARTOIS
SCI ISARIENNE D'IMMOBILIER D'ENTREPRISE
ASSOCIATION RUBIKA
ASSOCIATION LES PLACES TERTIAIRES
ASSOCIATION PORTS HAUTS DE FRANCE (NORLINK PORTS)